

Le Point

JEUDI 21 AVRIL 2011

*En science, deux matières sont infinies :
l'univers et la bêtise humaine,
celle de Claude Allègre est même insondable ...
voir ci-dessous*

OPINION - La défaite du progrès - Claude Allègre

Peur. Sur le gaz de schiste, on a refermé le dossier avant de l'avoir ouvert.

La peur ! Voilà le sentiment qui envahit l'Europe et depuis quelque temps la France. Peur de la grippe, peur des antennes de téléphonie mobile, peur des nanotechnologies, peur de faire l'amour à cause du sida, peur de manger des légumes OGM, peur des cellules souches, peur du climat dans un siècle, peur des tempêtes, peur du nucléaire... et aujourd'hui peur du gaz de schiste ! On ignore ce que savent exactement Nicolas Hulot, Eva Joly ou l'ineffable José Bové (sans doute pas grand-chose), mais ils sont contre, contre tout !



Quant aux politiques de tout poil qui ont adopté comme devise celle de Ledru-Rollin : « *Je suis leur chef, donc je les suis !* », eh bien, en effet, ils suivent à l'unisson. Comme les moutons de Panurge, ils suivent bêtement les bergers écologistes qui les mèneront à coup sûr au lieu même où finissent les célèbres moutons : dans le précipice ! L'écologie de la décroissance, c'est l'Europe du déclin ! Et pourtant, personne, aujourd'hui, n'ose plus se réclamer du progrès, et la science n'est évoquée que lorsqu'elle prédit des désastres climatiques ! Ces peurs s'accompagnent d'un codicille qui tient en un mot : interdiction ! Je me demande d'ailleurs pourquoi on ne va pas jusqu'au bout et, tant qu'à interdire, bannir absolument l'innovation, l'invention et l'esprit d'entreprise.

Outrance. Où se cache le camp du progrès, du savoir, de l'esprit d'initiative, de la maîtrise des risques ? Autrefois, le camp du progrès, c'était la gauche. Où est-elle ? Le glissement sémantique vers l'outrance n'est pas étranger à ces sentiments de peur : risque devient menace, accident devient catastrophe, inconnu devient danger, ignorance devient objectivité.

Dans le cas du nucléaire, il est clair que la gestion d'une centrale comporte un risque, tout comme il y a un risque à prendre l'avion ou à faire de la bicyclette sans casque, et encore plus à sortir en voiture le dimanche ! Certes, il vient d'y avoir au Japon une catastrophe. Mais elle n'est pas nucléaire. Ce qui est nucléaire, ce sont ses répercussions. Cette catastrophe a été créée par un tsunami lui-même généré par un gigantesque tremblement de terre de magnitude 9.

Ce tsunami aura tué plus de 30 000 personnes et fait probablement près de 200 milliards de dégâts. L'accident nucléaire de Fukushima, conséquence du tsunami, est certes préoccupant et provoque sans aucun doute des inquiétudes légitimes. Mais il n'a aucun rapport avec la sécurité des centrales nucléaires, par exemple en France. Si une question se pose après cet accident grave, c'est la pertinence de l'énergie nucléaire au Japon, pays de séismes, de tsunamis, d'éruptions volcaniques et de cyclones ! Cette évidence n'a pas empêché les écologistes d'ignorer la souffrance des Japonais, de faire un amalgame outrancier et de sauter sur l'occasion pour rouvrir le débat du nucléaire en France. Certains médias ont relayé cette démarche avec autant d'efficacité que de mauvaise foi. Et la classe politique de suivre. Une partie du PS, plus préoccupée d'alliance politique avec les écologistes que de défense de ses valeurs, a suivi cette hystérie collective ! Pauvre PS !

Le conseil municipal de Strasbourg a voté à l'unanimité une demande de fermeture de la centrale de Fessenheim. Mais la question posée n'était pas la bonne ! Il fallait demander à ces élus, dont on peut comprendre l'émotion : « *Voulez-vous qu'on ferme la centrale de Fessenheim, ce qui a une contrepartie : le risque que vous n'avez plus d'électricité après 7 heures du soir ?* » Car le problème est bien celui-là. Si on abandonne le nucléaire, par quoi le remplacer ? Le charbon comme en Allemagne, où on prend des postures écologistes qui se traduisent par la pollution du ciel européen et l'émission incontrôlée d'un CO2 qui acidifie les océans ? Les éoliennes ? Mais il en faudrait 100 000 sur le territoire, en « *priant Dieu qu'il fît du vent* », comme aurait dit Brassens, pour être efficaces. Sans compter que développer l'éolien, c'est aujourd'hui subventionner la Chine, fabricant en dernier ressort de ces éoliennes. Le photovoltaïque ? Mais il faudrait couvrir la France de cellules noires, d'ailleurs fabriquées elles aussi en Chine. Et surtout, dans un cas comme dans l'autre, il faudrait payer l'électricité le double du prix actuel ! L'hydraulique ? Mais il faudrait détruire cinq vallées alpines pour fabriquer l'équivalent du barrage des Trois-Gorges en Chine .

Répétons-le, l'énergie nucléaire, telle que nous l'exploitons en France, est la plus sûre et la moins chère des sources d'énergie. Voilà pourquoi les Français paient leur électricité 40 % de moins que les autres pays ! Est-ce pour autant sans risques ? Certes non, mais, comme toute activité humaine, il faut contrôler ces risques. Faut-il faire du tout-nucléaire ? Certes non. Il faut sans aucun doute réduire nos dépenses énergétiques, et notamment de chauffage, car, suivant un célèbre adage, la meilleure énergie est celle qu'on économise ! Le développement de la géothermie doit être dans l'avenir une production d'énergie essentielle pour le chauffage. Alors que dans ce domaine, pourtant sans risques, d'une énergie abondante et non polluante nous sommes très en retard.

Bien sûr, lorsque l'éolien, le photovoltaïque et l'hydrogène seront devenus moins chers, il faudra les utiliser aussi, mais avec d'autres sources, y compris le gaz. L'avenir n'est pas dans l'unicité des sources, mais dans leur combinaison.

Tout cela est du simple bon sens.

Propagande. Venons-en au gaz de schiste, qui a provoqué colère et manifestations ces jours-ci. On retrouve là encore la peur de l'inconnu et le triomphe de l'ignorance. Où en sommes-nous ? Il y a deux ans, le ministère chargé de l'Environnement a octroyé des permis de prospection des gaz de schiste à des compagnies pétrolières sans même savoir ce qu'étaient exactement ces ressources énergétiques, et donc sans assortir l'octroi du permis de conditions impératives de protection de l'environnement ! Ignorance coupable. Là-dessus, les écologistes ont lancé une campagne pour s'opposer à cette prospection. En relayant auprès des médias un film tourné aux Etats-Unis qui me semble être au mieux un film de propagande fondé sur un accident, au pis un montage. Encore un dossier sur lequel les politiques, décidément partisans de l'éclairage arrière plutôt que de l'exploration de l'avenir, ont suivi !

Là encore, il faut savoir raison garder.

Il ne faut suivre ni les affirmations des compagnies pétrolières, et encore moins leurs menaces ridicules, ni celles des écologistes.

Pour ce qui concerne la France, toute campagne concernant la prospection des gaz de schiste passe par un préalable essentiel : la modification du Code minier. Aujourd'hui, les propriétaires de terrains n'ont aucun intérêt à voir une exploitation minière ou pétrolière chez eux. Car, dans ce cas, ils sont expropriés sans autre forme de procès. Sans adopter la législation américaine, qui donne la propriété du sous-sol au propriétaire du sol, on pourrait par exemple donner à celui-ci 5 % du chiffre d'affaires et 5 % aux collectivités territoriales. Ces 10 % changeraient sans aucun doute les diverses attitudes.

Obscurantisme. Ce préalable indispensable établi, il faut ensuite et d'urgence élaborer une législation protégeant l'environnement. Contrairement à ce qu'ont affirmé quelques ignorants, la technique de la fracturation hydraulique n'est pas une technique nouvelle dans l'industrie des forages. Elle date de quarante ans et elle est bien contrôlée. Ce qui peut poser problème, c'est l'eau. Première condition : interdire le pompage de l'eau des rivières avoisinantes. Il faut importer l'eau des réserves où elle n'est pas limitée (grands fleuves ou mer). Le transport doit être fait par camion-citerne ou, mieux, par pipeline.

Bien que l'essentiel de l'eau reste dans le sous-sol, une partie remonte avec le gaz et comme cette eau a été « dopée » avec des produits chimiques, elle risque de polluer la zone où on la rejette. Il faut donc prendre une réglementation très stricte sur le nettoyage de cette eau, comme on le fait avec les eaux usées des sites industriels, et sur la protection des aquifères avoisinant les lieux de rejet. Enfin, dernière condition, il faut bien distinguer prospection et exploitation. Chacune doit obéir à des normes précises. Ce n'est donc pas un blanc-seing qu'il faut donner aux compagnies pétrolières, mais on ne doit pas davantage leur opposer d'interdiction ! Il ne faut pas refermer le dossier avant de l'avoir ouvert, comme le dit Gérard Mestrallet, le patron de GDF Suez.

Peut-être que l'Europe a des réserves de gaz considérables, pourquoi ne pas chercher à les exploiter ? Devons-nous continuer à être dépendants de pays à la stabilité incertaine et payer très cher nos importations de gaz ? Sommes-nous si riches que cela ?

Pour le nucléaire comme pour le gaz de schiste, il ne faut pas suivre l'obscurantisme des écologistes, mais il faut aussi rompre avec une certaine arrogance industrielle. Il faut informer, rendre compte, déclarer les accidents, accepter les interdictions motivées. Organiser un contrôle citoyen. Bref, il faut dans un monde ouvert accepter le progrès sous toutes ses formes. Celles de la production, mais aussi celles de la protection de l'environnement !

Le programme du futur, ce n'est pas la décroissance, l'interdiction et la peur de tout ! C'est le progrès par l'innovation qui permet la croissance, le progrès social et humain, et la protection d'une planète dont, ne l'oublions jamais, la démographie galopante est le premier des sujets de préoccupation qu'elle suscite

© 2011 *Le Point*. Tous droits réservés.